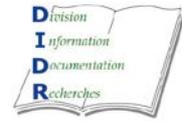


16 juin 2016



Interventions militaires des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) au Soudan du Sud en 2008

Résumé : Origine des interventions militaires des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) au Soudan du Sud, et mise en place de l'opération « *Lightning Thunder* » lancée en décembre 2008.

Abstract: Origin of the military interventions of the Uganda People's Defence Forces (UPDF) against the Lord's Resistance Army (LRA) in southern Sudan, and implementation of the "Lightning Thunder" operation launched in December 2008.

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

1. Les principaux acteurs du conflit

En 1986, Yoweri Kaguta Museveni est élu président de la République d'Ouganda. Son mouvement, la *National Resistance Army* (Armée de résistance nationale, NRA), s'est emparé du pouvoir en renversant le gouvernement dirigé par l'Armée nationale de libération de l'Ouganda (Uganda National Liberation Army, UNLA), de Tito Okello. Il a ensuite remporté les élections de 1996 et de 2001, puis, en 2006, le premier scrutin multipartite depuis sa prise de pouvoir. La légitimité de ces élections a été contestée à plusieurs reprises par les partis d'opposition, la société civile et la *Lord's Resistance Army* (Armée de résistance du Seigneur, LRA)¹.

La LRA, dirigée par Joseph Kony, est un groupe armé d'obédience chrétienne créé en 1987, qui lutte contre le régime de Yoweri Museveni depuis 1986. Il se présente comme le porte-parole des revendications des tribus Acholi et Lanko, établies au Nord de l'Ouganda et au Soudan du Sud. Les Acholis ont souffert d'abus graves de la part des gouvernements successifs d'Ouganda dans les années 1970 et 1980. La campagne contre le gouvernement ougandais de Joseph Kony, issu de la tribu Acholi, a joui au départ d'un certain soutien populaire. Ce soutien a faibli au début des années 1990 lorsque la LRA est devenue de plus en plus violente à l'encontre des civils, y compris à l'encontre des Acholis².

En effet, la LRA a enlevé, mutilé et tué des milliers de civils dans le nord de l'Ouganda. La brutalité à l'encontre des enfants a été particulièrement cruelle. Ce conflit a fait des dizaines de milliers de morts et provoqué le déplacement de près de deux millions de personnes³.

L'*Uganda People's Defence Force* (Forces de défense du peuple ougandais, UPDF) sont chargées de lutter contre les rébellions intérieures et leur prolongement sur les territoires de pays voisins. Elles ont en notament luttées contre les combattants de la LRA dans le nord de l'Ouganda en zone Acholi d'abord, puis dans les régions frontalières voisines⁴.

En 2005, la Cour pénale internationale (CPI) a émis un mandat d'arrêt contre Joseph Kony. En 2006, ce dernier a exprimé le souhait d'entamer des négociations de paix. Après s'être montré particulièrement inaccessible pendant des années de guerre, il a accepté de négocier pour la première fois avec l'Ouganda, le Soudan du Sud et la RDC dans le cadre des pourparlers de Juba de 2006 à 2008. Il a donné des conférences de presse et rencontré des délégations du nord de l'Ouganda, du Soudan du Sud et des Nations unies. Cependant, il n'a pas respecté les conditions négociées en son nom à Juba et a refusé de signer l'Accord de paix final⁵.

La manière dont Yoweri Museveni a géré le conflit avec la LRA depuis 1986 a par ailleurs fait l'objet de diverses critiques : approche trop militaire, souffrances infligées aux civils et non-prise en compte des causes fondamentales du conflit, entre autres⁶.

¹ Conciliation Resources Accord, *Initiatives pour mettre un terme à la violence dans le nord de l'Ouganda*, 2010, p.6.

² *Ibid.*; *Global Terror Watch*, « Lord's Resistance Army (LRA) », 21/08/2014 ; *Human Rights Watch*, « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur », 21/03/2012.

³ *Le Nouvel Observateur*, « Opération africaine contre les rebelles ougandais », 14/12/2008 ; 7 sur 7, « Opération contre les rebelles ougandais », 14/12/2008 ; *RFI*, « Opération conjointe contre les rebelles de la LRA dans l'est de la RDC », 15/12/2008 ; *L'Express*, « La rébellion ougandaise mise en cause par l'ONU », 29/12/2008 ; *HRW*, 21/03/2012, art.cit. ; *Global Terror Watch*, 21/08/2014, art.cit.

⁴ PATRY Jean-Jacques, « Les armées ougandaises : un instrument de contrôle intérieur et de positionnement régional », *Observatoire des Grands Lacs en Afrique*, 11/2014, Note n°9, 31p.

⁵ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.* ; *Global Terror Watch*, 21/08/2014, art.cit. ; *HRW*, 21/03/2012, art.cit.

⁶ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

Human Rights Watch a dénoncé des **abus graves** commis par l'UPDF au cours des 25 ans de conflit armé avec la LRA tels que : la torture, le viol, la détention arbitraire, les tueries illégales, le déplacement forcé des citoyens vers des camps sans protection, avec une aide humanitaire minimale⁷.

1.2. La montée des tensions en 2008

En janvier 2008, des pourparlers ont lieu entre Joseph Kony et David Matsanga, le négociateur ougandais, à Juba, au Soudan du Sud. Les parties conviennent d'un protocole prévoyant la mise en place d'un cessez-le-feu permanent. Ce protocole est signé le 23 février 2008. Deux accords sont conclus le 29 février 2008, l'un sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, l'autre sur la mise en œuvre et la surveillance des protocoles. Ces textes réunissent les cinq éléments de l'Accord de paix final⁸. En avril 2008, Joseph Kony ne se présente pas à la cérémonie de signature, tandis que la LRA multiplie les attaques et les enlèvements en RDC et au Soudan du Sud⁹.

En juin 2008, Joseph Kony déclare à des journalistes qu'il souhaite reprendre les négociations, mais à la condition que la CPI lève le mandat d'arrêt pesant sur lui. Au même moment, la *BBC* publie un article selon lequel Joseph Kony est en train de préparer une nouvelle offensive après avoir refusé de signer l'accord de paix. En effet, la LRA recrutait de nouveaux combattants et obtenait de nouvelles armes dans les pays voisins. Environ 1 000 soldats ont été recrutés en plus des 600 combattants existants¹⁰.

Suite à cela, des officiers supérieurs de l'armée de l'Ouganda, le Soudan du Sud et la RDC ont convenu d'un plan pour lancer une opération militaire conjointe contre la LRA¹¹.

Le 30 juin 2008, Riek Machar, alors vice-président du gouvernement du Soudan du Sud et médiateur du processus de paix ougandais avec la LRA, décide l'expulsion des forces ougandaises du territoire Sud soudanais. Cette décision fait suite aux exactions commises le 14 juin 2008, contre des ressortissants Sud soudanais. Celles-ci ont été initialement imputées à la LRA, avant qu'une commission d'enquête soudanaise ne les attribue à l'UPDF¹².

En septembre 2008, Joseph Kony refuse une nouvelle fois de signer les accords de paix en raison du maintien des mandats d'arrêt de la CPI¹³. Fin septembre, la LRA attaque une quinzaine de villages congolais au nord de Dungu tuant une cinquantaine de personnes et enlevant plus de 150 enfants¹⁴.

Après que la date limite du 29 novembre 2008 ait été dépassée sans que Joseph Kony ait signé l'accord, le Président Museveni et des dirigeants de l'armée entreprennent contre lui une nouvelle campagne militaire impliquant des troupes ougandaises, congolaises et du Soudan du Sud. Les Etats-Unis fournissent un soutien important en matière de renseignements, d'organisation, de technique et de logistique à cette opération¹⁵.

⁷ *HRW*, 21/03/2012, art.cit.

⁸ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

⁹ *Ibid.*; *HRW*, 21/03/2012, art.cit.; *BBC Afrique*, « La RDC, l'Ouganda et le Sud-Soudan attaquent la LRA », 15/12/2008.

¹⁰ *BBC*, « Ugandan rebels 'prepare for war' », 06/06/2008 ; *RFI*, « Opération conjointe contre les rebelles de la LRA dans l'est de la RDC », 15/12/2008.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Global Terror Watch*, 21/08/2014, art.cit ; *Sudan Tribune*, « Ugandan army implicated in southern Sudan atrocities – official report », 04/07/2008.

¹³ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

¹⁴ *BBC Afrique*, 15/12/2008, art.cit.

¹⁵ *HRW*, *Les Massacres de Noël*, 16/02/2009 ; *BBC Afrique*, 15/12/2008, art.cit.; *L'Express*, 29/12/2008, art.cit.; *PATRY Jean-Jacques*, 11/2014, *op.cit.*; *HRW*, 21/03/2012, art.cit.

Le 5 novembre 2008, Riek Machar réunit un grand nombre d'acteurs à Kampala. Les protagonistes de la conférence souhaitent que Joseph Kony signe l'Accord de paix final avant le 30 novembre. Le processus de Juba est clos officiellement le 2 décembre 2008. La possibilité est toutefois laissée à Joseph Kony de signer l'Accord de paix final à une date ultérieure¹⁶.

3. L'opération « *Lightning Thunder* » du 14 décembre 2008

Le 14 décembre 2008, l'UPDF, les forces armées de la RDC (FARDC) et du Soudan du Sud (SPLA) lancent une opération militaire conjointe, sous la direction de l'Ouganda contre les rebelles ougandais de la LRA dans le nord-est de la RDC. Cette opération commune de leurs services de renseignement, vise la principale base de Joseph Kony, située dans les forêts de la Garamba de la RDC, frontalières du Soudan du Sud¹⁷.

Cette opération appelée « *Lightning Thunder* » (« *Coup de tonnerre* ») avait officiellement pour but de faire pression sur Joseph Kony afin qu'il signe l'accord. Faute de résultat, les objectifs ont été modifiés pour affaiblir les rebelles en détruisant leurs structures de commandement. Aucun des deux objectifs n'a été totalement atteint, et les conséquences humanitaires ont été très importantes dans de vastes zones du Soudan du Sud, de la RDC et de la République centrafricaine. La LRA a perpétré des massacres à titre de représailles¹⁸.

L'opération a rencontré des difficultés dès le départ. Elle devait commencer par un bombardement aérien de la base de Joseph Kony au Camp Kiswahili, à la limite ouest du Parc national de la Garamba, à la frontière des trois pays. Ce bombardement effectué par des avions de combat ougandais spécialement adaptés, devait être suivi immédiatement par une attaque terrestre menée par l'UPDF. Or, le 14 décembre 2008, jour de l'attaque, des problèmes météorologiques inattendus ont empêché les Ougandais d'utiliser ces avions. A leur place, ils ont employé des hélicoptères d'attaque plus lents et plus bruyants qui ont en partie réduit l'effet de surprise. Pendant ce temps, les troupes terrestres ougandaises, gênées par des problèmes de transport, ne sont arrivées dans la zone que 72 heures plus tard¹⁹.

Dans un communiqué diffusé le 14 décembre 2008, les chefs des services de renseignement de la République démocratique du Congo, de l'Ouganda et du Soudan du Sud déclaraient avoir détruit le principal camp de Joseph Kony. Cependant, les principaux dirigeants de la LRA sont parvenus à s'enfuir²⁰.

Selon le gouvernement ougandais, l'offensive était destinée à contraindre la LRA à revenir sur la table des négociations et à signer l'Accord de paix final : « *Ces actions signalent la détermination des trois Etats concernés à protéger les populations civiles et à affronter la menace de la LRA* »²¹.

Le 17 décembre 2008, Riek Machar, vice-président et médiateur du processus de paix ougandais avec la LRA a indiqué que le groupe rebelle devait le contacter avec une proposition crédible pour la rencontre et la signature de l'Accord de paix final : « *La LRA*

¹⁶ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

¹⁷ *Le Nouvel Observateur*, 14/12/2008, art.cit. ; 7 sur 7, 14/12/2008, art.cit. ; *RFI*, 15/12/2008, art.cit. ; *L'Express*, 29/12/2008, art.cit. ; *HRW*, 21/03/2012, art.cit. ; Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

¹⁸ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.* ; *HRW*, 16/02/2009, *op.cit.*

¹⁹ *HRW*, 16/02/2009, *op.cit.* ; *RFI*, 15/12/2008, art.cit.

²⁰ *RFI*, 15/12/2008, art.cit. ; *BBC Afrique*, 15/12/2008, art.cit. ; Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

²¹ *Jeune Afrique*, « Le médiateur demande à la LRA de donner un signal de paix pour survivre à l'offensive militaire », 17/12/2008.

*doit agir rapidement et de bonne foi afin de mettre un terme à ce chapitre de violence pour que la paix puisse revenir dans la région »*²².

Fin décembre 2008, la LRA a répliqué par une vague d'atrocités contre les civils en RDC et au Soudan du Sud, perpétrant notamment des massacres et des enlèvements massifs²³. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), le 25 décembre, les rebelles auraient tué 40 personnes dans la localité de Faradje. Les 26 et 27 décembre, ils auraient attaqué la localité de Doruma et le village voisin de Gurba, tuant 89 personnes à Doruma et 60 personnes à Gurba²⁴.

Suite à ces exactions, Justin Labeja, le vice-président de la délégation du groupe rebelle aux négociations de paix, a déclaré : « *Ceux qui tuent ces civils innocents ne sont pas des combattants de la LRA* ». Il a précisé que la LRA restait ouverte aux négociations²⁵.

L'opération « *Lightning Thunder* » est officiellement arrêtée en mars 2009, mais des actions sont menées de manière ponctuelle toute l'année. Les représentants de la LRA ont réclamé un cessez-le-feu général afin de clarifier certaines questions relatives à l'accord sur la justice et la responsabilité, et à celui sur le désarmement. Riek Machar a quant à lui exprimé son soutien à une solution non militaire²⁶.

Durant ce conflit, on estime que 400 000 personnes environ ont dû quitter leur foyer²⁷.

Bien que la paix ne soit toujours pas instaurée dans la région, les pourparlers de Juba ne sont toutefois pas restés sans effet. Ils ont, au niveau local, fait apparaître des points de vue différents quant aux racines de l'insurrection de la LRA et laissé émerger certaines revendications légitimes des populations du nord de l'Ouganda. Cela a permis de définir un plan pour mettre un terme à la marginalisation politique du nord de l'Ouganda. Le processus a établi le fondement du Plan pour la paix, la reprise et le développement économique dans le nord, lancé par le gouvernement en octobre 2008 et dont l'application a démarré en avril 2009²⁸.

²² *Ibid.*

²³ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

²⁴ *L'Express*, « La rébellion ougandaise mise en cause par l'ONU », 29/12/2008.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ Conciliation Resources Accord, 2010, *op.cit.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*

Bibliographie

(Sites web consultés en juin 2016)

Rapports

Conciliation Resources Accord, *Initiatives pour mettre un terme à la violence dans le nord de l'Ouganda*, 2010, 35p.

http://www.c-r.org/downloads/11s_Northern%20Uganda%20update_2010_FRE_F.pdf

Human Rights Watch, *Les Massacres de Noël*, 16/02/2009

<https://www.hrw.org/fr/report/2009/02/16/les-massacres-de-noel/attaques-de-la-lra-contre-les-civils-dans-le-nord-du-congo>

Articles scientifiques

PATRY Jean-Jacques, « Les armées ougandaises : un instrument de contrôle intérieur et de positionnement régional », *Observatoire des Grands Lacs en Afrique*, 11/2014, Note n°9, 31p.

https://www.frstrategie.org/competences/afrique/doc/2014-12-01_ogl_9.pdf

Médias

Global Terror Watch, « Lord's Resistance Army (LRA) », 21/08/2014

<http://www.globalterrorwatch.ch/index.php/lords-resistance-army-lra/>

Aberfoyle International Security, « Dissension and Desertions Begin to Plague Uganda's Military », 02/05/2013

<http://www.aberfoylesecurity.com/?p=256>

Human Rights Watch, « Questions et réponses sur Joseph Kony et l'Armée de résistance du Seigneur », 21/03/2012

https://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/Kony%20QA%203%2021%20012_FRE_final.pdf

L'Express, « La rébellion ougandaise mise en cause par l'ONU », 29/12/2008

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/la-rebellion-ougandaise-mise-en-cause-par-l-onu_728667.html

Jeune Afrique, « Le médiateur demande à la LRA de donner un signal de paix pour survivre à l'offensive militaire », 17/12/2008

<http://www.jeuneafrique.com/145343/politique/le-m-diateur-demande-la-lra-de-donner-un-signal-de-paix-pour-survivre-l-offensive-militaire/>

BBC Afrique, « La RDC, l'Ouganda et le Soudan du Sud attaquent la LRA », 15/12/2008

http://www.bbc.co.uk/french/news/story/2008/12/081215_ugandalra.shtml

RFI, « Opération conjointe contre les rebelles de la LRA dans l'est de la RDC », 15/12/2008

http://www1.rfi.fr/actufr/articles/108/article_76077.asp

Le Nouvel Observateur, « Opération africaine contre les rebelles ougandais », 14/12/2008

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20081214.OBS5397/operation-africaine-contre-les-rebelles-ougandais.html>

7 sur 7, « Opération contre les rebelles ougandais », 14/12/2008

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/550930/2008/12/14/Operation-contre-les-rebelles-ougandais.dhtml>

Sudan Tribune, « Ugandan army implicated in southern Sudan atrocities – official report », 04/07/2008

http://www.sudantribune.com/spip.php?page=imprimable&id_article=27737

BBC, « Ugandan rebels 'prepare for war' », 06/06/2008

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7440790.stm>